

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 25 (1933)
Heft: 11

Artikel: Un nouveau socialisme en marche
Autor: Lasserre, Henri
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383935>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les pionniers du mouvement.

Pour mener les luttes syndicales à l'aide du boycott et des marques de protection, il ne faut pas que seule la fédération directement intéressée s'en occupe. Les autres fédérations interviendront également, en particulier en collaborant à la propagande. Des actions de ce genre ne seront couronnées de succès que si elles sont guidées par la solidarité et la discipline de toute la classe ouvrière et même d'autres milieux encore de la population. C'est pourquoi il semble indiqué que ce soit l'Union syndicale de concert avec la fédération qui est à la tête du mouvement, qui se fassent les pionniers de mouvements de ce genre. Il faudra également créer *une marque de protection unique et bien suggestive.*

Il reste à savoir si cette marque de protection devrait être accordée par le syndicat même, ou s'il ne serait pas préférable de former une instance établie sur une très large base. Nous songeons en première ligne à la «Ligue sociale des acheteurs» qui au point de vue organisation est plutôt faible, mais qui n'a pas été sans remporter de succès en influençant les acheteurs et qui autrefois déjà à prêter main forte dans les luttes syndicales. Il est certain que d'autres organisations encore entreraient en ligne de compte, lesquelles ne nous sont pas affiliées, mais que nous pourrions gagner à notre cause dans des cas concrets. L'idée de faire bénéficier de son revenu seulement les entreprises dont les conditions de travail sont réglementées, et d'éviter les maisons qui exploitent leur personnel, rencontrera certainement de la sympathie dans de larges couches de la population.

Un nouveau socialisme en marche.

Par *Henri Lasserre*, Toronto (Canada).

Au moment où le socialisme européen, entraîné par la douloureuse expérience de la «Sozial-Democratie» allemande, se sent profondément atteint dans ses fondements mêmes, et se demande de quel côté il doit se tourner pour se reconstruire une philosophie plus solide, il est certainement d'un intérêt très actuel de voir s'édifier, dans un pays encore tout jeune, imbu jusqu'ici de l'individualisme le plus pur, un parti politique au programme nettement socialiste, mais d'un socialisme nouveau, où ne se reconnaîtraient ni le socialisme révolutionnaire ou syndicaliste inspiré de Karl Marx, ni le socialisme réformiste et opportuniste des «modérés». Aurait-on cru, il y a deux ans encore, il y a seulement un an, que le Canada, cette citadelle du conservatisme et du capitalisme, ce pays où le succès matériel de l'individu a, plus que nulle part ailleurs peut-être (sauf aux Etats-Unis), été considéré comme le premier des devoirs et la plus grande des vertus, verrait soudain des milliers et des milliers des siens, sur-

tout les jeunes et l'élite intellectuelle, s'affranchir de ces idées surannées, et se joindre, avec un enthousiasme toujours grandissant, à un mouvement basé sur une conception diamétralement opposée? Aurait-on pu penser que cette soudaine explosion d'un grand mouvement politique et social, avec son orientation toute nouvelle, ait pu se produire, précisément, dans ce retardataire et timoré Canada? Se serait-on imaginé que ce fût sa destinée d'être le premier pays, oh, je ne dis pas à *réaliser* le socialisme par l'économie dirigée, nous en sommes encore loin et d'autres pays prendront peut-être les devants, mais du moins à donner le jour à un puissant mouvement, visant très nettement à cette réalisation: un mouvement qui pourrait bien servir ailleurs, en Europe en particulier, d'inspiration à ceux qui sentent la nécessité d'infuser au socialisme un nouveau sang et une âme nouvelle?

*

Le nouveau parti canadien, qui a adopté le nom de *Fédération pour une République Coopérative* (Co-operative Commonwealth Federation, ou C. C. F.), naquit en août 1932, au cours d'une conférence de délégués de fractions de trois petits groupes progressistes: l'Union des Agriculteurs, le parti travailliste, et un petit noyau dit socialiste, composé essentiellement d'intellectuels, et qui correspondrait assez bien aux socialistes chrétiens ou religieux d'Europe. Certaines des organisations provinciales de ces groupes sont déjà représentées depuis quelques années au Parlement fédéral du Canada, mais seulement par six ou sept députés en tout. Tout en défendant des intérêts différents, ces quelques députés se sont trouvés à l'unisson dans leur attitude d'opposition radicale aux deux grands partis capitalistes, le parti conservateur et le parti libéral: sous l'inspiration élevée et compétente de J. S. Woodsworth, ancien pasteur, représentant du petit groupe des intellectuels socialistes, ce bloc minuscule de dissidents a lutté pendant des années pour un idéal commun de paix, de justice, de progrès social. Lutte vaine en apparence, car à quoi pouvait aboutir, sur le terrain politique, cette poignée d'« empêcheurs de tourner en rond », dans un parlement où ils représentaient à peine, tous ensemble, le 3 % des députés? Lutte féconde, cependant, et destinée peut-être à triompher un jour, car ces quelques vaillants soldats de la justice et du progrès social, malgré les railleries méprisantes dont leurs collègues des deux partis dominants les ont accablés, ont fait une œuvre profonde d'éducation sociale. Les plaidoyers vibrants du pasteur Woodsworth pour la cause des déshérités et des victimes de l'oppression capitaliste, les discours enflammés de Miss Agnès MacPhail, seule députée femme au Parlement canadien, l'éloquente porte-parole d'un groupe d'agriculteurs et l'apôtre du désarmement et des autres causes humanitaires, l'incisive parole des autres députés dissidents dénonçant la politique d'intérêts privés qui occupe, on peut dire exclusivement, les débats du Parlement, toutes ces courageuses affirmations d'un

idéal social et politique supérieur au sein même d'une chambre servilement dévouée aux seuls intérêts de la haute finance et des « grosses affaires », ont peu à peu éclairé bien des consciences droites — il y en a quand même beaucoup, heureusement, au Canada, malgré les apparences — en leur montrant ce nouvel idéal, et elles ont rendu à des milliers de disséminés, qui souffraient de la bassesse et de la mesquinerie de la politique de leur pays, l'espoir qu'une ère nouvelle pourrait être inaugurée par des voies purement constitutionnelles et pacifiques: une ère où la justice humaine et le bien-être de tous seraient devenus la première préoccupation du gouvernement, au lieu des intérêts acquis de quelques-uns.

Se sentant soutenus par une sympathie croissante des masses, les trois petits groupes dissidents mentionnés plus haut estimèrent que le moment était venu de faire plus que de protester contre la politique régnante. Ils décidèrent donc d'élaborer un programme commun d'action constructive. Entreprise difficile, car, si les chefs pouvaient s'entendre sur une politique active, basée sur des principes communs, la masse des électeurs dont chacun des groupes dépendait, et de ceux qu'ils devaient rallier pour assurer la croissance du mouvement, était bien loin d'être d'accord. Le parti travailliste, les syndicats ouvriers, et en général le monde des ouvriers, y compris même les éléments avancés, ont jusqu'à présent été essentiellement réformistes et « gradualistes », ne voyant guère au delà d'un avancement pas à pas dans la législation ouvrière, extraordinairement arriérée au Canada. De leur côté, les agriculteurs, même ceux qui professent d'être socialistes, restent irréductiblement attachés à la forme individualiste de l'exploitation rurale, et absolument rebelles à toute avance du côté de l'industrialisation de l'agriculture ou de l'exploitation collective des fermes; leur seule ambition est d'obtenir l'appui du gouvernement pour le développement de leurs organisations coopératives, pour le relèvement des prix des produits agricoles, pour l'allègement (par l'inflation) de leurs dettes, et pour l'obtention de conditions plus favorables de crédit. Enfin, les éléments socialistes-idéalistes, beaucoup plus radicaux dans leurs vues, et plus absolus dans leur condamnation du capitalisme, parlaient ouvertement de socialisation des banques et des industries, d'égalisation des revenus privés, et même d'abolition de l'intérêt du capital; mais un pareil programme ne pouvait qu'effrayer les deux autres fractions.

Il faut ajouter, au surplus, que les organisations dissidentes représentées au Parlement étaient toutes des organisations locales ou régionales, et, à l'exception de l'Union des Agriculteurs de l'Ontario dont Miss MacPhail est la représentante, elles se trouvent toutes dans les provinces de l'Ouest, encore jeunes et peu peuplées. Or, on conçoit à quel point, dans un pays couvrant un territoire plus grand que l'Europe entière, les intérêts et les conceptions

sociales peuvent diverger d'une région à l'autre, et l'on peut se rendre compte, dans ces conditions, combien il était difficile, combien il était téméraire, d'entreprendre, d'élaborer un programme qui fût acceptable, non seulement par chacune des organisations intéressées, mais aussi par les éléments correspondants des régions non encore représentées et surtout des provinces de l'Est, plus anciennement établies, plus industrielles, et beaucoup plus peuplées.

*

C'est, avons-nous dit, en août 1932 que les délégués de ces groupes disparates se réunirent à Calgary, dans la jeune province d'Alberta. En dépit de l'énorme difficulté du problème, ils parvinrent à formuler un programme provisoire, en attendant l'organisation des autres provinces: un programme nettement socialiste, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, tout en conciliant les desiderata des trois fractions de la population intéressées. Ils décidèrent de donner au nouveau parti politique qu'ils lançaient, ainsi que son nom (Co-operative Commonwealth Federation) l'indique, la structure d'une fédération dont seraient membres les groupes distincts d'agriculteurs, d'ouvriers, et de « socialistes » intellectuels ou des classes moyennes, formés dans chacune des provinces, qui adopteraient le nouveau programme. Grâce à cette forme fédérative, excluant toutes adhésions individuelles, l'on a espéré éviter que, sous l'influence de personnalités inféodées à aucune des organisations, le nouveau mouvement ne déviât au détriment des intérêts ou des points de vue de l'un ou de l'autre de ses éléments constituants.

Le nom choisi pour le nouveau parti ne doit pas induire en erreur sur le caractère de son programme. Il ne s'agit point, ainsi qu'on pourrait le penser, d'édifier un nouvel ordre social au moyen du développement de sociétés coopératives libres et volontaires, selon le rêve des apôtres du mouvement coopératif de consommation en Europe (jusqu'à présent, le mouvement coopératif n'a pas réussi à prendre solidement racine au Canada); mais il s'agit bien de créer, par l'intervention directe de l'État, une économie entièrement dirigée et socialisée; l'objectif final étant toutefois — c'est ainsi qu'il faut interpréter l'usage du mot Co-operative Commonwealth — de remettre ultérieurement à des organisations coopératives, soit de travailleurs, soit de consommateurs, le fonctionnement des entreprises nationales envisagées de distribution et de production.

Depuis la conférence initiale de Calgary, le mouvement a fait des pas de géant. Les Unions d'agriculteurs et les partis travaillistes de toutes les provinces se sont maintenant inféodés dans la nouvelle fédération ou sont sur le point de l'être; de plus, un peu partout, dans les grandes villes aussi bien que dans les plus petites bourgades, se sont formés des clubs groupant les socialistes intellectuels et idéalistes, ainsi que tous ceux qui, sans être ni ouvriers

ni agriculteurs, souscrivent au programme de la fédération et mettent leur espérance dans ses leaders. Le parti paraît donc maintenant solidement enraciné dans chacune des neuf provinces du Canada et sur toute l'étendue de son immense territoire.

Le phénomène le plus surprenant de tout ce mouvement fut l'extraordinaire succès de la campagne pour la formation des clubs C. C. F. Ils ont surgi partout comme des champignons et forment maintenant dans tout le pays un cadre puissant, que les deux autres partis, d'abord très sceptiques et méprisants, commencent à trouver redoutable. Ces clubs témoignent d'une vitalité et d'un enthousiasme remarquables. Le nombre de leurs adhérents s'accroît journellement. Partout, et de manières très diverses, se manifestent la sympathie et l'intérêt qu'éveille le mouvement. Un grand nombre de pasteurs, par exemple, n'hésitent pas à parler en sa faveur, même du haut de la chaire. Par une déclaration officielle de son synode, l'Eglise unifiée du Canada a exprimé récemment sa joie de voir se dessiner ce mouvement, et a affirmé qu'il était de son devoir de le seconder et de l'inspirer *. Des économistes, des professeurs, des médecins, des ingénieurs, des juristes, des hommes d'affaires sont venus nombreux grossir les rangs des dirigeants et des militants, au risque, pour beaucoup d'entre eux, de compromettre leur avenir. Même les journaux les plus conservateurs renferment des articles, où se révèle, à mots couverts bien entendu, la sympathie pour le nouveau parti ou l'approbation de son programme.

Et quelle activité ces clubs déploient ! Dans la ville de Toronto, par exemple (c'est là que je demeure), il ne s'est guère passé de jour durant tout l'été sans qu'une ou plusieurs réunions en plein air fussent tenues par l'un ou l'autre des vingt-cinq clubs de la ville (un club par arrondissement électoral), dans les parcs et les jardins publics de la ville. C'est ainsi que se recrutent le plus grand nombre des nouveaux adhérents. Ceux-ci appartiennent en général à ce qu'on appellerait ailleurs la petite bourgeoisie : employés du commerce, de l'industrie et des administrations, étudiants et intellectuels, jeunes gens condamnés par la stagnation des affaires au désœuvrement forcé et beaucoup de ceux qui se trouvent menacés par la crise dans la stabilité de leur emploi ou dans leurs perspectives d'avenir.

Il faut dire que la dépression économique a singulièrement favorisé l'essor du nouveau mouvement. C'est elle qui l'a rendu possible et qui explique son rapide succès : il vient juste à son heure. On ne se fait pas une idée en Europe du bouleversement, non seulement matériel, mais aussi moral, que ces quatre années de crise ont causé sur ce continent. C'est que, dans un pays qui a proclamé si haut que le succès de quelques-uns engendre de soi-

* Le texte de cette déclaration a paru dans *Voies Nouvelles* de juillet-août 1933.

même la prospérité de tous, et qui a édifié toute sa morale sociale et toute sa structure économique sur cet axiome, l'expérience de la crise présente est un effondrement complet. Elle est un démenti absolu à toute une doctrine; elle équivaut à la faillite de toute l'éducation sociale que l'on s'est évertué de donner aux masses pendant des générations, à l'école, dans la famille, et même à l'église, aussi bien que dans l'usine et à l'atelier. Jusqu'ici, l'on avait donné comme objectif central de l'activité de tout individu, la recherche de son succès matériel; et l'on avait affirmé que les avenues conduisant à ce succès étaient ouvertes à tous ceux qui voulaient le conquérir. La fausseté, l'absurdité de cette affirmation a maintenant été mise clairement en évidence; et c'est ce qui explique qu'en Amérique — au Canada aussi bien qu'aux Etats-Unis — le krach de 1929 n'a pas été seulement la faillite du capitalisme, mais encore davantage la faillite de toute une éthique sociale. Cela explique aussi comment il se fait que dans ces deux pays, malgré la ténacité des conceptions et convictions sociales acquises dès l'enfance, il se trouve dans toutes les couches de la population des centaines de milliers d'individus prêts à accueillir une doctrine sociale toute nouvelle. Aux Etats-Unis, ce changement fondamental d'attitude se manifeste dans l'appui moral très général qu'a reçu le programme si hardi, si révolutionnaire, entrepris par Roosevelt pour le relèvement économique du pays. Au Canada, l'incapacité et l'inintelligence du gouvernement, l'absence dans les deux grands partis capitalistes d'aucun homme de poigne capable, comme Roosevelt l'a fait, de gagner la confiance des masses et d'imposer aux chefs de la finance et de l'industrie les réformes nécessaires, ont laissé le champ libre pour la formation du nouveau parti; et ce parti devient le refuge de tous ceux qui ont perdu leur foi dans les anciens dogmes dont nous parlions tout à l'heure, et partant dans la sainteté du régime capitaliste, mais qui conservent l'espoir que ce régime peut être radicalement aboli et remplacé sans délai par un ordre social meilleur, sans appel à la violence ni à la haine, mais par la voie pacifique du vote politique.

*

La première convention du C. C. F. a tenu ses assises à la fin de juillet dernier, à Regina, dans la province de Saskatchewan. La dignité et le sérieux des débats, l'enthousiasme, l'esprit de bonne entente et de mutuelle compréhension ont dépassé toute attente: même les journaux capitalistes ont rendu hommage à la splendide tenue des séances et à l'intérêt des problèmes discutés et des résolutions prises. La tâche n'était certes pas facile, car, comme nous l'avons déjà dit, il s'agissait de trouver une formule conciliant des intérêts assez divergents; de plus il se trouvait parmi les délégués quelques socialistes imbus de marxisme, des doctrinaires de la lutte de classes et du recours à la violence, et il était nécessaire de désolidariser catégoriquement le nouveau parti d'avec ces ten-

dances et ces doctrines, qui, au Canada plus peut-être que nulle part ailleurs, répugnent profondément à la masse de la population, même ouvrière.

Le programme définitif du parti issu de cette conférence deviendra sûrement un document historique. C'est un exposé net, précis, des 14 points du programme, suivis chacun de commentaires expliquant les motifs des mesures envisagées ou répondant par avance aux critiques et attaques dont elles pourront être l'objet.

L'exposé du programme est précédé d'un préambule, dans lequel il est d'abord expliqué que « le C. C. F. est une fédération d'organisations ayant pour objet l'établissement au Canada d'un Commonwealth Coopératif dans lequel le principe régulateur de la production, de la distribution et des échanges sera la satisfaction des besoins humains et non la recherche de profits ».

Après une condamnation catégorique du système capitaliste, le préambule continue:

« Nous croyons que l'on ne pourra sortir des griffes de ce système que par une *économie dirigée et socialisée*, dans laquelle nos ressources naturelles et les moyens principaux de production et de distribution seront possédés, contrôlés et opérés par la nation. Dans ce nouvel ordre social, les individus ne seront point enrégimentés dans un système où la personnalité humaine se trouverait écrasée: ce que nous voulons, c'est une organisation collective de nos ressources économiques, capable de rendre possible pour chaque membre de la communauté une proportion bien plus grande de loisirs et une vie personnelle beaucoup plus abondante... Cette transformation économique et sociale peut être réalisée au moyen de l'action politique... Nous ne croyons pas en un changement amené par la violence... »

Enfin, voici quelques-uns des points principaux du programme:

Economie dirigée et socialisée, visant à l'utilisation la plus efficace des ressources nationales et à la distribution la plus équitable du revenu national.

Nationalisation de tout le mécanisme financier du pays, y compris toutes les banques, compagnies d'assurances, etc.

Socialisation des services de transport, de communication, d'énergie électrique; de l'exploitation des mines et autres ressources naturelles, ainsi que de tous les autres services d'intérêt général (tels que distribution du lait, du pain, du charbon, de la gasoline, etc.) et de toutes les industries dont la régie directe par la nation est essentielle à une économie dirigée.

Mesures assurant au fermier la possession de son domaine (qu'il est si généralement menacé de perdre aujourd'hui, à la suite de l'avalissement des prix de ses produits), tout en le soumettant d'autre part au programme d'économie dirigée; appui donné aux entreprises coopératives agricoles, etc.

Protection complète de l'ouvrier contre tous risques assurables;

garantie de son droit de s'associer, et de participer à l'administration de son industrie ou de sa profession.

Subordination complète du commerce extérieur à des commissions nationales d'importation et d'exportation.

Encouragement, au sein de l'économie dirigée, des coopératives de consommation et de production.

Socialisation complète des soins médicaux et des services sanitaires.

Désarmement et paix mondiale.

Je m'en tiens à ces quelques points, qui suffisent à donner une idée générale de l'esprit et des tendances du mouvement.

*

Et pour finir, je voudrais expliquer l'objectif que j'ai eu en vue en cherchant à mettre le public de langue française au courant de ce qui se passe au Canada. Ce n'est certes point que j'aie la prétention d'attirer spécialement l'attention sur la politique canadienne. Non. D'ailleurs, il n'est pas probable que le corps électoral soit appelé à élire un nouveau Parlement fédéral avant un an, deux ans peut-être. Mais il nous a paru que tous ceux qui croient à la régénérescence possible de notre monde civilisé défail-
lant par un socialisme méthodique et pacifique, auquel puissent se rallier tous les éléments non parasitaires de la population, salueront avec joie et avec intérêt la formation si rapide, si inattendue, d'un parti puissant, au programme très nettement et constructivement socialiste; et cela précisément dans un pays où le socialisme n'avait eu jusqu'à présent aucune prise quelconque et où le capitalisme a pu par conséquent fleurir et s'épanouir en toute liberté.

Nos lecteurs seront, pensons-nous, d'autant plus intéressés à cette éclosion d'une foi sociale nouvelle, à cette marche conquérante vers l'idéal socialiste, que partout en Europe les partis socialistes paraissent être au contraire dans une phase d'hésitation, de désarroi, et souvent de division. C'est pour cela que ce mouvement nous paraît avoir un intérêt et une portée qui dépassent de beaucoup ses frontières géographiques: il présente au monde, à l'heure où celui-ci en a précisément besoin, un programme nouveau, constructif, d'exécution immédiate; un programme auquel ont pu souscrire avec un égal enthousiasme des fractions extrêmement variées et disparates de la population. Dans ce programme, comme aussi dans le processus de formation du nouveau parti, tel que nous l'avons sommairement décrit, les socialistes européens trouveront peut-être quelques utiles enseignements.

C'est d'ailleurs moins le parti politique et sa destinée qui importent, que le mouvement en lui-même, et la nouvelle orientation de la pensée sociale, la nouvelle conception de la vie dont il est la manifestation. Comme l'a très bien dit M. Woodsworth, le leader du parti, il y a là une force morale qui fait penser à la ferveur d'une *croisade religieuse*. Peut-être est-ce ce caractère-là

qui manque surtout au socialisme organisé, dans la plupart des pays capitalistes européens; et peut-être est-ce là ce qui explique ses divisions et sa faiblesse actuelle. Le socialisme européen reste encore généralement dominé par l'enseignement de Karl Marx: or évidemment, ni la philosophie matérialiste de l'histoire, ni l'appel exclusif à l'intérêt de classe, ne sont compatibles avec l'esprit des croisades. Ici encore, en se dissociant d'emblée d'avec la doctrine marxiste et d'avec les diverses écoles qui s'y rattachent, — sans cependant tomber dans l'opportunisme et le gradualisme des partis travaillistes anglais et américain — le socialisme canadien a adopté une attitude sur laquelle, à notre avis, le socialisme européen peut avoir avantage à méditer.

Economie politique.

La conjoncture durant le troisième trimestre 1933.

Comme nous l'avions annoncé dans notre dernier rapport, la hausse de la dévalorisation américaine n'a pas manqué d'avorter. Cette défaite s'est manifestée sous forme d'une nouvelle vague de pessimisme et surtout de nouvelles perturbations dans les conditions monétaires internationales. La situation économique internationale n'est pas plus défavorable de ce fait qu'au printemps alors que les marchés des marchandises et des effets nourrissaient les plus beaux espoirs. Au cours de l'été, la production dans divers pays a pu s'améliorer dans une certaine mesure, ce qui n'est pas sans avoir eu de répercussions sur le marché du travail. Quoi qu'il en soit, les améliorations sont toujours très minimes et ne justifient pas un trop grand optimisme.

La Suisse a tenu ce que l'on attendait d'elle au printemps. La production s'est maintenue, en partie un peu plus élevée, à l'exception de l'activité dans le bâtiment qui, pour le moment encore, est plus défavorable que l'année passée. L'exportation, les transports, les chiffres d'affaires demeurent stables, dont une partie avec une légère tendance à l'amélioration. Pour la première fois la situation du marché du travail s'avère nettement meilleure, du fait que le chômage est au même degré que l'année dernière.

Au cours du trimestre écoulé, le *marché du capital* était sous l'influence de la consolidation monétaire. L'attaque contre le franc suisse ayant été repoussée, il y eut de nouveau une affluence d'or. Depuis le mois de juillet, moment auquel les réserves d'or atteignirent le niveau le plus bas, la Banque nationale suisse a enregistré une affluence de 130 millions d'or et de devises-or. Pour autant qu'il s'agit de valeurs étrangères en fuite, cet accroissement est regrettable, car elles refuiront tout naturellement et créeront ainsi de nouvelles perturbations. La confiance revenue dans la question monétaire a occasionné la hausse du cours des obligations dans la proportion de 8 à 10 pour cent. Le rendement des obligations des CFF A.K. à 3½ pour cent est donc de nouveau tombé à 3,88 pour cent après avoir été de 4,35 en juin; il est néanmoins encore de 0,4 pour cent supérieur à ce qu'il était avant la crise monétaire. La consolidation très forte du marché des capitaux de placements à long terme ressort nettement du fait que diverses banques qui avaient annoncé pour l'automne une réduction de l'intérêt sur d'anciennes hypothèques (elles accordent 4 pour cent sur les nouvelles hypothèques, car il y a chasse aux bonnes hypo-